La Commune

Croissance bizarre...

Editorial

"*Une croissance bizarre qui ne fabrique pas d'emplois*". Ainsi se caractérise la situation économique selon *Le Parisien*, qui ajoute: "*La France n'est pas le seul pays à être touché par le syndrome d'une croissance sans emplois. Aux états-Unis aussi, le marché du travail balbutie*[...] *Conclusion de certains économistes: une forte croissance n'est pas forcément le gage d'un rétablissement du marché de l'emploi comme par le passé*". Il y a une autre hypothèse bien plus sérieuse: la recherche effrénée du profit à tout prix, en particulier dans la spéculation (monétaire, immobilière, etc.) est contradictoire avec la création de richesses utiles à l'Humanité et au travail humain. En bref, l'économie capitaliste, dite de marché, est opposée à l'existence même des travailleurs.

4 millions de sans-emploi

Que vaut en effet une "croissance" qui aboutit, pour la France, à 2,4millions de chômeurs (officiels) à 1,2million de érémistes (soit 10,5% de plus que l'an dernier) et donc à "*4millions, peu ou prou, de personnes sans emploi*" selon le ministre appelé, sans rire, de la "cohésion sociale" Jean-Louis Borloo? Une telle "croissance", qui passe, délibérément, à côté des besoins du plus grand nombre est parasitaire et ne profite qu'à une poignée. Et voilà que Chirac donne à nouveau dans le social, comme une vulgaire dame patronnesse, s'affiche à côté de Lula, président du Brésil, et propose, depuis le siège de l'ONU à New-York, un impôt mondial contre le faim, sans doute pour faire oublier ses faramineux frais de bouche à la mairie de Paris de 4000 francs quotidiens. Le même Chirac appelle à la mobilisation autour du Plan Borloo, que le journal patronal La Tribune caractérise avec dédain ainsi: "*Le retour du "traitement social" du chômage inscrit dans le "Plan de cohésion sociale" de J.L.Borloo ne peut être qu'un expédient dont la portée sera limitée dans le temps comme les contrats aidés qu'il entend promouvoir*". Autrement dit: comment faire beaucoup de bulles avec peu de savon? Et, toujours au chapitre de la croissance, ne boudons pas notre plaisir à la lecture de la chronique de la Tribune du 30septembre dernier qui, non sans malice, énonce quelques évidences. Ainsi, il commence par rappeler que l'ancien Premier ministre néerlandais, Wim Kok, qui siège à Bruxelles, concocte un rapport sur la compétitivité dans l'Union Européenne. Ce rapport, selon un membre de la commission de Bruxelles, indique que "*la croissance doit être l'objectif premier. Il faut s'assurer que le "social" ne nuit pas à la compétitivité*".

l' Europe sociale, naïveté ou véritable arnaque intellectuelle.

Et la chronique du journal patronal La Tribune en conclut à juste titre: "*l'UE martèle donc sa philosophie: "enrichissez-vous d'abord, produisez, travaillez, le social viendra par surcroît éventuellement". Dans ces conditions, vouloir une Europe sociale, comme le martèlent au sein du PS, les partisans comme les opposants au traité constitutionnel, relève soit d'un volontarisme politique confinant à la naïveté, soit d'une arnaque intellectuelle*[...]". En ce qui nous concerne, nous aurions tendance, s'agissant de la gauche ex-plurielle, à opter pour la seconde hypothèse. C'est dans ce cadre qu'il convient d'apprécier à sa mesure la décision de Fabius d'appeler au *non* à la Constitution européenne.

La victoire du non est possible et nécessaire

Sans qu'on puisse en douter une seconde, sa prise de position relève de calculs politiciens liés avant tout à ses ambitions personnelles au sein du PS et dans la perspective des élections présidentielles. Nul n'est dupe, ni à droite ni à gauche. Ce faisant, il a pris une décision qui tend à lui échapper et à l'entraîner dans une dynamique dont il n'avait peut-être pas mesuré la portée. Quoi qu'il en soit, et parce que la victoire du non est possible et nécessaire, l'appel au vote *non* de Fabius doit être considéré ainsi: il est à la politique ce que l'argent est dans le domaine olfactif: il n'a pas d'odeur. Non à la Constitution européenne.

Modifié le samedi 18 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n’aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n’aura été aussi fort comme en atteste l’explosion de l’abstention ouvrière...

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d’une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de...

La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face...

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)1 a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ».

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé...

Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire...